

23 septembre 2008

les agents de la poste sont en grève

Le gouvernement veut transformer la poste en société anonyme. Bref, il veut **privatiser** ce service public.

Pourquoi ?

Comme pour EDF et GDF par exemple, sous prétexte de la concurrence libre et non faussée, le gouvernement veut offrir aux actionnaires les centaines de millions d'Euros d'excédents que la poste dégage chaque année. Il y a donc de l'argent à se faire.

Suis-je concerné ?

Chaque citoyen, quel que soit son lieu d'habitation possède une boîte aux lettres. La poste a obligation aujourd'hui de servir quotidiennement le courrier à tous, mais demain ?

Quelles conséquences ?

Présente sur tout le territoire avec ses facteurs et ses nombreux bureaux de poste, elle participe à l'aménagement du territoire national tant en zones rurales qu'en zones urbaines. La logique de gestion dépendrait du taux de rémunération des actionnaires **au détriment de la réponse aux besoins.**

Pour les usagers :

La distribution du courrier au domicile ne sera plus automatique : risque de facturation au kilomètre ou nombre de plis avec soit un paiement direct par l'utilisateur ou par une augmentation des impôts locaux. Chacun le sait, notamment en zone rural, **le facteur c'est plus que le courrier**, demain il rendra plus cette multitude de petits services (baguette de pain, médicaments..).

Pour les postiers :

Encore plus qu'aujourd'hui, la masse salariale sera la variable d'ajustement. Outre les milliers d'emplois en moins (donc des chômeurs en plus), les conditions de vie et de travail vont se modifier de façon radicale. L'agent de service public au service de tous les citoyens va devoir se transformer en instrument au service d'une logique financière.



Ensemble, usagers, élus, postiers agissons

pour un service public modernisé

pour la satisfaction des besoins de tous.

Exigeons:

- * Le maintien de tous les bureaux de Poste en zone rurale, urbaine et suburbaine avec des horaires répondant aux besoins réels de la population, ainsi que la création partout où cela est nécessaire.
- * Une distribution du courrier régulièrement garantie par la présence d'un centre de tri par département.
- * Des services financiers garantissant l'accessibilité bancaire pour tous.
- * Maintien de la péréquation tarifaire et géographique, qui permet l'accès de manière égalitaire à un service public postal de qualité accessible à tous.
- * Les emplois de postiers doivent être plus nombreux et revalorisés avec des garanties collectives améliorées.

